

UNION BURUNDAISE DES JOURNALISTES



Rapport de monitoring des messages de haine

Rapport du mois d'Août 2018

Alex

31/08/2018

Ce rapport présente les messages de haine diffusés par les médias burundais durant ce mois d'Août 2018

Introduction

Le mois d'Août 2018 a été riche en messages de haine. Les dires haineux ont été subtilement tenus par les hautes autorités du pays à la Radio nationale surtout. L'ancienne puissance tutélaire a été objet de tous les coups dans les séances de moralisation menées par le président de la République lui-même. Les provinces de l'intérieur, notamment Rutana, ont eu droit aux secrets qui font de la Belgique la source de tous les problèmes burundais. Les autorités ont continué à donner au Burundi ce qu'Achille Mbembe appelle "une posture victimaire."

Formaté visiblement pour entretenir des rapports acrimonieux sans compromis avec la Belgique, le gouvernement du Burundi a tiré à boulets rouges sur l'ambassade de Belgique au Burundi qui a délivré des visas à 21 jeunes tambourinaires partis à Fribourg pour une exhibition. Les 21 "*se sont volatilisés dans la nature*" parce qu'ils se sentent "en danger de mort" au Burundi. Belle occasion pour ces jeunes vite considérés comme de potentiels outils contre le gouvernement à la veille de la 39ème session du Conseil des droits de l'homme. Le Directeur Général des Presses et publications burundaises, Louis Kamwenubusa y verra lui, un acte allant dans la continuité du combat que les puissances européennes, alliées aux putschistes de 2015, font au Burundi. Mais le gouvernement devrait être inspiré par ces mots de l'ancien Président américain Barack Obama tenus à Accra au Ghana en 2009 devant le Parlement: "*Personne ne veut vivre dans une société où la règle de droit cède la place à la loi du plus fort et à la corruption. Ce n'est pas de la démocratie, c'est de la tyrannie.*" S'il y avait un choix à faire, tous les jeunes suivraient la voie de ces tambourinaires. L'ailleurs reste visiblement meilleur, c'est au gouvernement de créer les conditions attrayantes pour les burundais.

La société civile en exil a eu droit à des salves de missiles venant surtout de Jean François Xavier de la ligue Izere.

Ce dernier monte une entreprise contre cette société civile non soumise au gouvernement du Burundi, un entreprise allant de "la parole propre à blesser, qui soutient la construction de soi dans la déconstruction, sinon la destruction de l'autre", pour emprunter les mots d' Emmanuel de JONGE et Loïc NICOLAS

Les outrances pamphlétaires sont parties d'un certain nombre d'acteurs s'exprimant sur REMA FM. A l'approche des élections, Jean de Dieu Mutabazi, Serge Nsabimana, Cyrille Sibomana, homme politique et de la Société civile proches du gouvernement ont littéralement exhumé l'histoire douloureuse de 1993, dans le but de toucher l'émotion des habitants et les conditionner à des actions dirigées contre les antidémocrates cités, en l'occurrence l'ancien Président Pierre Buyoya... Ces invités considèrent, ces antidémocrates, pour raisonner comme Olivier RAZAC, comme "*des corps, qui représentent une menace pour la sécurité ou la survie de la population.... il s'agit moins d'ennemis que de parasites, de microbes ou de virus, dont il s'agit de protéger la masse, en les éliminant.*"

Pas question donc de lâcher le gâteau *par ces invités qui considèrent la masse comme un troupeau dont ils sont pasteurs et dont ils assurent "la sécurité, la productivité et le bien-être"*(De la neutralisation comme mode de gouvernement). Tout dialogue est du coup refusé. Un dialogue inclusif pourtant nécessaire pour la bonne préparation des élections de 2020.

Grille de monitoring des messages de haine dans les medias

Nom de l'organe : RTNB

Date de diffusion : 3 août 2018

Heure de diffusion : journaux de la soirée

Localité : Mabanda

Titre de l'émission/édition : journaux

	Nom et titre de l'orateur	Public cible	Propos indexés (message)	Traduction et Interpretation possible
	Président du sénat, Révérend Ndikuriyo à travers son porte-parole Gabby Bugaga	Auditeurs et téléspectateurs	Hari ahanini kubibutsa neza imvo n'imvano y'ibibazo Uburundi bwagiye buhura navyo. Aho naho bihagaze ku ndyane z'amoko aho harimwo uruhara rw'abahoze batwara igihugu cacu c'Uburundi mu gihe c'ubukoloni	<p>Traduction: Il était question de rappeler largement les causes profondes des problèmes que le Burundi a vécu par le passé, des problèmes liés aux divisions intercommunautaires, et la responsabilité manifeste qui incombe à ceux qui ont dirigé notre pays le Burundi pendant la période coloniale</p> <p>Interprétation possible: Toutes les autorités sont devenues des adeptes d'une campagne de</p>

				<p>moralisation de la société burundaise menée par le Chef de l'Etat burundais Pierre Nkurunziza, campagne qui désigne l'ancienne puissance tutélaire comme responsable des maux burundais. Ces autorités donnent toutes aux burundais ce qu'Achille Mbembe appelle "une posture victimaire." C'est comme si les gestionnaires de la période postcoloniale n'avaient aucune responsabilité dans les problèmes durement vécu par le commun des mortels.</p> <p>Le discours des autorités burundaises qui s'inscrit dans le cadre de l'afro-radicalisme veut détourner l'attention des burundais quant à la nature et le volume des difficultés qui reposent sur le dos des burundais eux-mêmes.</p>
--	--	--	--	--

Nom de l'organe : RTNB

Date de diffusion : 8 août 2018

Heure de diffusion : 19h, 21h

Localité : Rutana

Titre de l'émission/édition : journaux parlés

	Nom et titre de l'orateur	Public cible	Propos indexés (message)	Traduction et Interpretation possible
	Le Président de la République Pierre Nkurunziza à travers la synthèse de son porte-parole Karerwa Jean Claude	Auditeurs et téléspectateurs	La séance de moralisation que le Chef de l'Etat vient d'animer en province de Rutana rentre dans le cadre de sa campagne de moralisation de la société, une campagne qui est en sa deuxième année. Comme il le fait partout où il passe, le chef de l'Etat insiste sur le fait que le peuple burundais a sombré en quelque sorte dans un chaos suite aux enseignements de l'école coloniale et néocoloniale	Interprétation possible: Le Président Pierre Nkurunziza a entamé sa deuxième année à "moraliser" les burundais. Il s'agit des séances au cours desquelles les participants écoutent "des paroles de sage", conformément à la tradition burundaise. Interdit d'écrire, ni d'enregistrer quoi que ce soit. Les secrets se retiennent, se perpétuent de bouche à oreille. Ce que des participants à ces séances regrettent, c'est cette campagne qui tient à culpabiliser l'ancien colonisateur, vu comme unique

				<p>responsable des problèmes actuels, surtout les divisions intercommunautaires. Du nouveau par rapport à d'autres autorités, Pierre Nkurunziza décèle des alliances entre les Belges et leurs intermédiaires, des burundais de l'opposition qu'il n'hésite pas à désigner comme étant des membres de l'ancien parti démocrate chrétien (PDC) opposé à l'indépendance immédiate du Burundi en 1962. Pierre Nkurunziza fait œuvre d'exorcisme du mal burundais venant d'une alliance d'appétits gloutons dont l'objectif est de piller les richesses du Burundi. Le Président du Burundi appelle les jeunes à être intrépides, à ne pas avoir peur du Blanc forcé de quitter le Burundi par les indépendantistes, du Blanc dont les ancêtres n'ont jamais eu peur au premier contact. En fait, Pierre Nkurunziza a adopté une stratégie qui vise à élargir sa base d'adeptes patriotes. Il sillonne pour cela toutes les provinces en distillant cette idéologie anticoloniale.</p>
--	--	--	--	--

				Visiblement en 2020, il ne partira pas comme il l'a promis, son chantier serait inachevé.
--	--	--	--	--

Nom de l'organe : RTNB

Date de diffusion : le 21 août 2018

Heure de diffusion : 19h

Localité : Tout le pays

Titre de l'émission/édition : journaux

	Nom et titre de l'orateur	Public cible	Propos indexés (message)	Traduction et Interpretation possible
	Philippe Nzobonariba, porte-parole du gouvernement	burundais	...hari iyindi ngeso yadutse aho usanga hari amanama bita ama ateliers bakunda kugirisha urwaruka bigakorwa na ya mashirahamwe mpuzamakungu agira ngo arigenga, ugasanga ubushikiranganji bujejwe urwaruka rutabizi, ari naho usanga babahera inyigisho zimwe zimwe zataye akaranga k'Uburundi	<p>Traduction:</p> <p>...il y a un autre phénomène qui vient d'éclater au grand jour, il y a des réunions qu'on appelle des ateliers qui réunissent des jeunes et organisés par des organisations internationales qui prétendent être indépendantes, à l'insu du ministère en charge de la jeunesse, c'est dans ces ateliers que certains enseignements qui ne sont pas en phase avec la culture burundaise sont donnés.</p> <p>Interprétation:</p> <p>La hargne contre les organisations internationales critiques vis-à-vis de la</p>

			<p>mauvaise gouvernance du CNDD-FDD s'exprime à travers des mesures qui recadrent l'action de ces organisations. Il s'agit de mettre les batons dans les roues des organisations qui refusent de confier la gestion des fonds à un gouvernement qui ne respecte pas les normes de gestion.</p> <p>Pour le moment, il est interdit à ces organisations de mener des activités à l'intention des jeunes sans avoir eu l'aval du ministère en charge de la jeunesse.</p> <p>Il ne s'agit pas d'une première mesure de représailles contre ces organisations que le gouvernement tient à mettre au pas. Hier, c'était l'interdiction de tenir des réunions dans une langue autre que le Kirundi, la langue nationale. Hier encore, il s'agissait de contraindre ces organisations à respecter les équilibres ethniques dans les recrutements, mesure de traque contre les chômeurs tutsis qui pouvaient être acceptés pour leurs compétences par ces organisations.</p>
--	--	--	--

				<p>En tout état de cause, le gouvernement veut forcer les organisations internationales à travailler avec lui ou à partir chez elles. Pendant la retraite gouvernementale tenue à Gitega, il a été même interdit aux responsables des institutions du gouvernement d'entrer en contact avec ces organisations, pour négocier des partenariats.</p>
--	--	--	--	--

Nom de l'organe : Radio Nationale et télévision nationale

Date de diffusion : Le 22 août 2018

Heure de diffusion : 20h00 et 20h30

Titre de l'émission/édition: journaux parlés

	Nom et titre de l'orateur	Public cible	Propos indexés (message)	Traduction et Interpretation possible
	François Xavier Nahigejeje, Président de la Ligue Izere	Auditeurs de la radio nationale et téléspectateurs	Twagira dusabe umurwi wa ONU ushinzwe agateka ka zinamuntu, ko muvuyo ukora vyose woja hagati y'Uburundi n'Urwanda kugirango wumvikanishe ivyo bihugu bibiri. Kuko biragaragara ko igihugu c'Urwanda kimaze kwerekana incuro nyinshi ibikorwa bihungabanya amahoro n'umutekano mu gihugu cacu c'Uburundi	Traduction: Nous voudrions demander au Conseil des Nations Unies des Droits de l'homme de tout faire pour que tout ce qu'il entreprend joue les médiateurs entre le Burundi et le Rwanda. Il est apparu que le Rwanda a déjà accompli beaucoup d'actes de perturbation de la paix et de la sécurité dans notre pays le Burundi Interprétation possible:

			<p>Les accusations contre le Rwanda sont reprises à n'en pas cesser par des représentants d'une société civile acolyte du gouvernement. La quête d'une médiation auprès d'un Conseil des droits de l'homme que ces représentants tiennent en assez piètre estime, est un signe que la diplomatie burundaise est en panne. La peur d'une escalade supplémentaire dans les relations entre le Rwanda et le Burundi fait beaucoup peur à cette société civile dont les membres se considèrent comme des gardiens d'une prétendue révolution opérée par le CNDD-FDD.</p> <p>Cette société civile sait bien que sa longévité est intimement liée à celle du pouvoir qu'elle défend contre toutes les critiques.</p>
--	--	--	--

Nom de l'organe : Radio Rema FM

Heure de diffusion : 16h (Toute la déclaration après le journal)

Date de diffusion : le 23 août 2018

Localité : Bujumbura

Titre de l'émission/édition : Akabirya

N°	Nom et titre de l'orateur	Public cible	Propos indexés (message)	Interpretation possible
	François Xavier Ndaruzaniye, Président de la ligue Izere	Auditeurs de Rema FM	...ayo mashirahamwe, twese twari ngaha, si kera cane, muravyibuka, ni ya mashirahamwe...yavuga ko mu 2015, umukuru w'igihugu c'Uburundi Nyenicubahiro Petero Nkurunziza atari afise uburenganzira bwo gusubira kwitoza. Ayo mashirahamwe yafashe iyambere mu guhamagarira urwaruka, harimwo n'abana b'abamineurs mu mabarabara. Twarababonye urwo rwaruka baruha ibiyayuramutwe, twarabonye urwo rwaruka	Traduction:ces organisations, on était tous là, c'est un passé récent, vous avez bonne mémoire, ce sont ces organisations qui disaient qu'en 2015, le président de la République du Burundi son excellence Pierre Nkurunziza n'avait pas le droit de se faire élire encore une fois. Ces organisations ont pris les devants en lançant des appels aux jeunes, y compris des mineurs, pour qu'ils aillent dans les rues. On a vu ces jeunes en train de recevoir

			<p>ruhangana n'igipolisi n'igisirikare, twarabonye urwo rwaruka rutera amabuye, rutera amagrenades mu masoko, mu mabus, mu macabarets, twarabonye urwo rwaruka mbere runatera amakambi...twarabonye urwo rwaruka runifatanya n'abari bataye umurongo...mu guhirika ubutegetsu...Ayo mashirahamwe yafashe iyambere mu kugumura...None murabona abari bayarongoye...baciye bata igihugu barahunga...Iyo bari n'ubu baracabandanya ibikorwa icyo nokwita des actions envenimeuses...Iyo Conseil des droits de l'homme ntihirahire ngo ifate ingingo ikwirikije iryo kete, kuko ni ikete ryanditswe n'abandi ata kintu na kimwe ciza bovuga ku burundi kiretse kumbwira icobo.</p>	<p>de la drogue, on a vu ces jeunes en train d'affronter la police et l'armée, on a vu ces jeunes en train de lancer des pierres, des grenades dans les marchés, dans les bus, les cabarets, on a vu ces jeunes même attaquer des camps militaires...on a vu ces jeunes fraterniser avec des indisciplinés de l'armée et de la police...qui voulant renverser les institutions...Ces organisations ont pris les devants pour lancer le mouvement insurrectionnel...Maintenant vous voyez, les responsables de ces organisations ont fui le pays...Là où ils sont ils continuent à se livrer à des actions envenimeuses ...Ce Conseil des droits de l'homme ne devrait un seul instant prendre une décision sur base d'une lettre écrite par des gens qui ne pourraient rien dire de bon sur le Burundi, sauf l'enterrer.</p> <p>Interprétation possible:</p>
--	--	--	--	--

				<p>La société civile, pour avoir utilisé de sa parole critique, est objet ici de toutes les outrances pamphlétaires. A l'approche de la 39ème session du Conseil des droits de l'homme à Genève entre le 12 et 28 septembre 2018, la société civile instrumentalisée par le gouvernement perd du calme et traite de tous les noms les associations de la société civile obligées avec 2015 de se mettre à l'abri et qui ont demandé que le mandat des enquêteurs sur le Burundi soit prolongée. Cette demande leur vaut destruction. Cette entreprise de déconstruction, Jean François Xavier la monte par "la parole propre à blesser" (Emmanuel de JONGE et Loïc NICOLAS). Il s'agit pour lui de construire les associations partenaires du gouvernement en déconstruisant, s'il le faut en détruisant celles concurrentes</p>
--	--	--	--	--

	<p>Rukangabana (auditeur)</p>		<p>Uwo mudafanije urugendo yokuva inyuma...naho bazogira gute, ntaho bazopfa badushize...Tuzobashisha, n'iyi leta batemera ibashisha...abazungu bavuga ngo baraminuje mu bwicanyi bazosesemwa, bazotwambambira...Uburusiya bwarabatanze, Ubushinwa bwarabatanze...</p>	<p>qui sont en exil. Celle entreprise de destruction mobilise déjà des membres du CNDD-FDD. Les exemples des auditeurs Rukangabana et Onésime montrent jusqu'à quel point la Radio Rema et ses invités se livrent à un travail de nature à créer des réflexes de rejet de l'autre.</p> <p>Traduction: Celui avec qui vous ne partagez pas la même vision, il faut vous débarrasser de lui...ils pourront tout faire, ils ne pourront rien contre nous...Notre survie provoquera de la nausée chez eux, même ce gouvernement qu'ils ne soutiennent pas, il provoquera chez eux de la nausée...les Blancs qui prétendent être les génies de la violence, ils vont avoir de la nausée, ils tendront la</p>
--	-----------------------------------	--	--	---

				<p>manche...La Russie les a précédé, la chine les a précédé...</p> <p>Interprétation:</p> <p>Des auditeurs comme Rukangabana s'expriment avec virulence contre la société civile en exil, contre aussi les anciens partenaires du gouvernement du Burundi. Ils gobent sans le mâcher, le discours du CNDD-FDD et des organisations comme Izere Ntiwihebure. Un discours qui ne révélera jamais à ces burundais qui n'ont plus d'autres sources d'informations, que les pays émergents, la chine, l'Inde, la Russie...entretiennent avec le Burundi et l'Afrique, "des relations utilitaristes", pour citer la Revue internationale de développement. Les ressources minières sont intéressantes pour toutes les puissances et les pays émergents. L'Afrique est aussi intéressante pour son marché qui était de 900 millions de personnes et atteindra 2 milliards</p>
--	--	--	--	--

	<p>Onésime (auditeur de rutunga en province de Rumonge)</p>		<p>Mu nama iheruka kubera i gitega y'umwihwezo, bavuze ko bagiye guhana, akaba ari leta yatowe n'abenegihugu, turasavye rero, ba bantu bariko badutambirako, baturya batwicayeko, batangure guhanwa, ayo mashirahamwe afutwe...ntibakore nk'ivyabashingamateka bariko badukorera...None ugira Rwasantakiri icegera c'umukuru w'inamanshingamateka?...None ariko adukorera iki twebwe abenegihugu?...Umuntu hako yoja guturira igihugu yokwimwa ijambo...(agatwengo k'umunezero</p>	<p>en 2050. Ce discours, ce n'est pas sur Rema FM que des auditeurs vont l'entendre afin de relativiser l'hostilité orchestrée contre les anciens partenaires comme l'union européenne et la Belgique.</p> <p>Traduction: Au cours de la retraite gouvernementale qui a eu lieu à Gitega, il a été décidé de commencer à punir les coupables de manquements divers, si c'est un gouvernement issu du vote des citoyens, nous demandons que ces gens là qui nous piétinent, qui nous exploitent, commencent à être punis, que ces organisations soient dissoutes...que le gouvernement ne travaille pas comme sont en train de le faire les députés...est-ce que Rwasantakiri n'est pas toujours Vice-président de l'Assemblée nationale?...Qu'est-ce qu'il est en</p>
--	---	--	--	---

			w'umumenyeshsamakuru)	<p>train de faire pour nous citoyens?...Il vaut mieux retirer la parole à quelqu'un qui pose des actes qui mettent de l'huile au feu (rire de joie de l'animateur)</p> <p>Interprétation possible:</p> <p>Il s'agit ici d'un exemple de conditionnement fait par Rema FM et par des invités qui n'acceptent pas de société civile indépendante et de contre-pouvoirs. Or, pour raisonner comme Mohamed BENTAHAR: "Il est évident que le concept moderne de démocratie, en tant que pouvoir du peuple pour le peuple, ne se limite pas aux élections libres, permettant de définir une majorité, ni au règne sans partage de cette majorité. La démocratie, comme projet sans cesse à construire, implique la liberté d'opinion, la confrontation pacifique des intérêts...Cela suppose pouvoirs et contre-pouvoirs et donc un espace libre, celui de la société</p>
--	--	--	-----------------------	--

				<p>civile forte, indépendante du pouvoir de l'Etat..."</p> <p>Des auditeurs qui n'entendent aucun autre son de cloche, les médias indépendants ayant été détruits, sont obligés d'avoir comme une visière qui leur empêche de regarder à côté. Comment faire alors des choix raisonnés dans la vie, dans les élections, sans avoir pu écouter tous les acteurs de la vie politique?</p> <p>Le Conseil national de communication qui est plus regardant quand il s'agit du travail des médias privés devrait se pencher sérieusement sur les contenus de REMA FM, une radio de propagande du pouvoir du CNDD-FDD qui est sur les traces des médias de la haine.</p>
--	--	--	--	--

Nom de l'organe: Radio Nationale

Date de diffusion : le 24 août 2018

Heure de diffusion : 13h et 20h

Localité : tout le pays

Titre de l'émission/édition : journaux

N°	Nom et titre de l'orateur	Public cible	Propos indexés (message)	Traduction et Interpretation possible
	Philippe Nzobonariba, porte-parole du gouvernement	Auditeurs de la Radio Nationale	Le gouvernement du Burundi s'étonne de la facilité avec laquelle l'ambassade de Belgique a délivré des visas à des gens sensés aller représenter le Burundi sans qu'ils n'aient présenté aucun document officiel quand on sait comment l'obtention d'un visa Schengen n'est pas chose facile...A partir de ce qui précède, le gouvernement du Burundi ne peut conclure qu'à une manipulation et des combines entre l'ambassade de Belgique au Burundi et les	Interprétation possible: Ayant lu le Journal suisse La liberté, le gouvernement du Burundi a pris connaissance d'un festival, Rencontre Folklore International, qui a vu la participation du 12 au 19 août à Fribourg, de 21 burundais tambourinaires. Ces jeunes qui ont révélé qu'ils sont en danger de mort, "se sont volatilisés dans la nature". Le gouvernement du Burundi ne décolère pas de cette recherche de refuge rendue possible par le visa Schengen délivré par

		<p>réseaux de passeurs et des trafiquants d'êtres humains dont certains n'ont d'autres objectifs que de ternir l'image du Burundi...Le gouvernement du Burundi condamne cet acte de tricherie d'autant plus que le fait n'est pas de hasard puisqu'il est organisé à la veille d'une réunion importante du conseil des droits de l'homme à Genève même ce mois de septembre, sans oublier les élections prévues en 2020. Le gouvernement tient donc l'ambassade de Belgique au Burundi pour seule responsable des conséquences de l'octroi des facilités à des personnes dont les actes n'ont d'autre dessein que de ternir l'image du Burundi...Nul doute que les membres de l'équipe des faux tambourinaires ne sont pas les premiers à bénéficier d'une telle complicité.</p>	<p>l'ambassade de Belgique au Burundi. Le gouvernement du burundi qui est comme psychologiquement formaté pour la confrontation et les rapports de force sans compromis avec la puissance tutélaire, la Belgique, n'a pas tardé à décocher des flèches envers la Belgique. Mais il devrait savoir qu'aucun jeune burundais ne souhaiterait vivre dans un Burundi, décrit comme idyllique par le pouvoir, mais qui n'offre aucune opportunité aux jeunes. La mort est devenue leur compagne quotidienne. En juillet 2009 à Accra au Ghana, devant le parlement ghanéen, l'ancien Président américain disait: <i>"Personne ne veut vivre dans une société où la règle de droit cède la place à la loi du plus fort et à la corruption. Ce n'est pas de la démocratie, c'est de la tyrannie, même si de temps en temps on y sème une élection..."</i></p>
--	--	--	--

				<p>Ce que craint le gouvernement du CNDD-FDD, c'est la menace potentielle que représentent tous ces jeunes rescapés de la machine meurtrière de 2015 et qui, un jour ou l'autre, pourront exiger qu'on leur rende compte de ce qui s'est passé contre leurs frères, leurs parents...tués ou disparus parce qu'uniquement ils étaient opposés au troisième mandat de Pierre Nkurunziza. On est jamais assez fort pour s'imposer sur le temps.</p> <p>Ce qui montre que ce genre de départs rend anxieux les acteurs de la répression de 2015, ce sont les émissions, au moins deux sur REMA FM, qui ont suivi la déclaration du porte-parole du gouvernement.</p> <p>Dans celle du 27 août 2018, Louis Kamwenubusa, Directeur Général des Presses et Publications burundaises, n'hésite pas à lier cette évasion de jeunes à la tentative de putsch de 2015,</p>
--	--	--	--	---

				<p>derrière laquelle se trouveraient des puissances comme la Belgique. Pour lui, celui qui leur a donné le visa veut les impliquer comme il est en train d'utiliser les politiciens en exil, dans des actions de combat contre le Burundi. Dans une autre émission du 29, Gérard Hakizimana n'hésite pas à dire que les représentations diplomatiques de l'UE ont l'objectif de faire partir les institutions afin que leurs pays pillent les ressources minières du Burundi.</p>
--	--	--	--	---

Nom de l'organe : Rema FM

Date de diffusion : le 31 août 2018

Heure de diffusion : 4h

Localité : Tout le pays

Titre de l'émission/édition : Akabirya

	Nom et titre de l'orateur	Public cible	Propos indexés	Traduction et interprétation possible
	Sibomana Cyrille (chercheur en droits de l'homme), Jean de Dieu Mutabazi (président du parti RADEBU), Serge Nsabimana (droits de l'homme)	Auditeurs de Rema	Sibomana Cyrille: Twe tuvuye mu 1993, igihugu cari kironkore n'akaryango, ico nokwita akazu k'i Bururi, abapresidente batatu, nabasiguriye ingene abapresidente batatu amabwirizwasingiro yose bayakora bayirabishako ijana kw'ijana, ako kagwi kagaca gakontorola igisoda cose, aba officiers b'i burundi, bese bari ab'i Bururi mirongo icenda kw'ijana, ivyo birazwi, ako kagwi kagaca gakontorola ubutunzi bwose, ako kagwi kagaca	Traduction: Après 1993, le pays était dirigé par une petite famille, ce que j'appellerai un cercle fermé de Bururi, trois présidents, je vous ai expliqué comment trois présidents ont fait confectionner des constitutions taillées sur mesure à 100%, ce groupuscule contrôlait toute l'armée, tous les officiers du burundi étaient de Bururi à 90%, cela est connu, le groupuscule contrôlait toute l'économie, il contrôlait toutes les provinces, je suis de

		<p>gakontorola amaporovensi yose, je ndi umunyamuramvya, ndazi ko bihindutse vuba, iyo porovensi yamyeye n'abanyabururi...harabaye rero amatora ashiraho Ndadaye...Ndadaye agiye ku gihugu, habaye ikintu gihindutse ku buzima bw'abahora barongoye igihugu cose...Kwica Ndadaye vyari ibisanzwe...</p> <p>Mutabazi: Mw'ibwirizwashingiro ryo 2005, umutima wa Arusha urimwo, nico kimwe n'iri bwirizwa abarundi baheruka gutora, umutima wa Arusha warubahirijwe...Mugabo rero abantu n'ubundi bifuzaga gushigikira ubutegetsi badaciye mu matora, je ntaguhenda biraboneka n'ubu bakiriho. je nk'ubu wumvirije amakuru nkabona ko abo bagiyeye barajye mu ma coups d'Etat yo kuri Ndadaye, ba Buyoya, ba</p>	<p>Muramvya, je sais que cela a changé il n'y a pas longtemps, cette province était toujours dirigée par quelqu'un de Bururi...les élections se tiennent, Ndadaye est investi...tout a changé pour ceux qui dirigeaient tout le pays...Tuer Ndadaye, c'était prévisible...</p> <p>Traduction: Dans la constitution de 2005, l'esprit d'Arusha est là, tout comme dans la constitution qui vient d'être votée par les burundais, cet esprit a été préservé...Cependant, les gens qui veulent arriver au pouvoir sans passer par les élections, je ne te mentirai pas, c'est manifeste, ils sont toujours là. Maintenant quand vous suivez les informations, et que je vois ceux qui ont été régulièrement impliqués dans les coups d'état</p>
--	--	---	---

			<p>Busokoza, ni icyumviro co kugaruka ku butegetsi baciye muco twise "négociations d'Arusha", n'ubu icyumviro kiriho....</p> <p>Animateur: Serge, wewe ndabizi amasezerano warayasomye cane, uno muni umuntu arashobora kwibaza, usanga na leta kandi yari yaserukiwe, hariyo umushikiranjanji wa Processus de paix, ugasanga yarasinye ku rwandiko y'utwo bibikiye dusa n'ivyo muri G10, abo bantu bo muri leta bigenda gute ngo basiyane ku kintu batemera?</p> <p>Serge Nsabimana: Barya ntibari muri leta, kuko bari ku butegetsi bivuye bahejeje kugandagura abo abarundi bari bitoreye. Bari abasuma...Yari leta yavuye muri coup d'etat</p>	<p>contre Ndadaye, les Buyoya, les Busokoza, l'idée de revenir au pouvoir en passant par ce qu'on a appelé "les négociations d'Arusha", même maintenant cette idée est là...</p> <p>Traduction: Serge, je sais que vous avez lu beaucoup les Accords d'Arusha, on peut aujourd'hui s'interroger, le gouvernement était représenté, il avait envoyé le ministre chargé du processus de paix, vous trouvez qu'il a souscrit aux réserves semblables à celles du G10, comment peuvent-ils signer un document pour lequel ils ne prennent pas fait et cause?</p> <p>Traduction: Eux, ils n'étaient pas au gouvernement, parce qu'ils géraient un pouvoir volé après avoir tué les leaders élus par les burundais. C'était des</p>
--	--	--	--	---

			<p>Petero Buyoya yasubiye kugira. Kari agace k'abasuma bihayeye ubutegetsisi...</p> <p>Animateur; Turavye abashizeko umukono ataco bibikiye turabona abari imbere, turabona Minani...turavye abashizeko umukono, nabo nyene bamaze iminsi bariko barapfa agatoke hariya mu Bubiligi, ubwo bobo abari muri G7 boba bayasinye bayashigikiye canke vyari ivyo bibanza bagomba bajemwo?</p> <p>Mutabazi: Hari icyo bita le syndrome de stocholm, umunyororo aratinda agakundana n'urya amupfunze. Burya rero ikintu cyo kugendana cane na barya ba Buyoya, hariho</p>	<p>voleurs...C'était un gouvernement issu d'un autre putsch opéré par Pierre Buyoya. C'était une partie de voleurs qui ont usurpé le pouvoir...</p> <p>Traduction: Si on regarde ceux qui ont signé les Accords d'Arusha sans réserves, ceux qui étaient devant, on voit Minani...ceux qui ont signé sans réserve, eux aussi ils sont en train de s'entredéchirer (rivalités autour d'une assiette de banane) en Belgique, est-ce que ceux qui étaient dans le G7 auraient signé parce qu'ils soutenaient les Accords ou bien c'était pour des postes qu'ils envisageaient d'occuper?</p> <p>Traduction: Il y a ce qu'on appelle le syndrome de Stockholm, le prisonnier finit par s'entendre avec le geôlier. Se frotter trop contre les Buyoya, il y a des gens</p>
--	--	--	---	---

		<p>abantu yononye, iyo rimwe rimwe jewe ndababwiye aba Frodebu twari twashize imbere Karibwami ngo abe umukuru w'inamanshingamateka, hanyuma aragandagurwa, wewe umusubiriye uca utwara mandat imwe mugabo wemera ko wongerwa bidaciye mu matora, mvuga akarorero Ngendakumana Léonce. Ako kantu k'inyungu, umuntu arata ivyiyumviro agaca atwagwa n'umutima w'inyungu ziwe. Nk'uyu muni ubonye icegera ca Minani muri CNARED ari Busokoza basigaye bumvikana, bakaba bari bumvikanye mu 2015, azi ivyo ba Busokoza bagize kuri Ndadaye, n'umutima bari bamufiseko, burya abantu bibagira ningoga bagaca batwarwa na les intérêts sectaires.</p>	<p>qu'il a détruits, quand de temps en temps je cause avec les membres du frodebu, on avait placé Karimbwami en tête pour qu'il dirige l'assemblée nationale, après sa mort, toi qui l'a remplacé tu as dirigé un mandat, mais tu as accepté de faire un autre mandat sans passer par les élections, je parle de l'exemple de Léonce. Quelqu'un dévie de sa vision politique et combat pour ses intérêts propres. Aujourd'hui si on constate que le Vice-Président de Minani au CNARED est Busokoza et qu'ils s'entendent bien, ils s'étaient même entendu en 2015, alors qu'il sait ce que les Busokoza ont fait sous Ndadaye, l'image qu'ils avaient de lui, les gens oublient vite à cause des intérêts sectaires.</p>
--	--	--	---

			<p>Sibomana Cyrille: Jewe nagira mpanure abanyapolitike...ntibarenga 10 ariko vyabananiye gutora uwurongora CNARED. Abarundi nibamenye umunyapolitke nk"uwo naho yoza ejo ukamuha ijwi uba uritaye...CNARED n'impumyi igaca irongorwa n'impumyi, naho boza mu Burundi kubwanje ntiboza bakina politike, nibaze badandaze, bagire amaboutiques tubashorere ibiharage canke babe aba ingénieurs batwubakire amazu, nayo politike nobahanura ko boshaka bakayireka....</p>	<p>Traduction: Moi je vais donner des conseils aux politiciens...ils ne sont pas plus de dix mais ils ont été incapables de se convenir sur celui qui doit diriger le CNARED. Les Burundais doivent le savoir, de tels politiciens même s'ils viennent demain et que vous leur donner vos voix, vous les aurez perdues...Le CNARED n'a pas de vision, ceux qui le dirigent sont sans vision, même s'ils venaient, dans mon entendement ils ne viendraient pas pour faire de la politique, qu'ils fassent du commerce pour qu'on leur achète du haricot, ou bien ils deviennent des architectes et ils construisent nos maisons, pour la politique, je leur conseillerai de déposer le tablier...</p> <p>Interprétation Générale: C'est une émission qui touche sur l'émotif des gens. L'animateur, de même que les différents invités,</p>
--	--	--	---	---

				<p>n'exhument pas l'histoire douloureuse du Burundi, avec des figures emblématiques tuées comme l'ancien Président Melchior Ndadaye assassiné en 1993 et d'autres figures considérées comme des antidémocrates qu'il ne faut pas fréquenter, l'ancien Président Pierre Buyoya de plus en plus objet d'attaques violentes, avec innocence. L'émission fabrique une image de tueurs, de voleurs à des opposants craints par les politiciens qui n'ont eu la vie politique sauve que parce qu'ils ont travaillé avec le CNDD-FDD. Le processus électoral a été quasiment enclenché avec le référendum et la mise en place d'une nouvelle CENI, l'heure est aux positionnements. Les stratégies les plus malveillantes sont utilisées contre d'éventuels concurrents. Personne parmi les personnalités citées ne peut oser remettre en question le</p>
--	--	--	--	--

				<p>processus électoral comme mode d'accès au pouvoir. Comme le dit si bien Ivan Crouzel, "Si les élections tendent à cristalliser les tensions et la violence, il ne s'agit pas pour autant de remettre en cause leur nécessité comme procédure de sélection des représentants des citoyens", "un dialogue inclusif est essentiel pour la stabilité des processus électoraux. Il doit prévaloir dès l'élaboration des textes régissant les modalités même des élections...Il est aussi crucial dans l'établissement des organes de gestion des élections". L'intégrité du processus électoral de 2020 est déjà remise en cause car aucun dialogue inclusif pour s'entendre sur les éléments essentiels devant garantir cette intégrité n'a été fait. Ceux qui réclament ce dialogue, en l'occurrence ceux sur qui tirent les invités du jour, sont considérés comme des gens qui</p>
--	--	--	--	--

				<p>veulent s'attaquer à un droit social mis en place par le CNDD-FDD et ceux des acteurs politiques et de la société civile qui vivent grâce à ce droit. Contrevenir à ce droit est devenu périlleux. C'est comme si REMA FM et ses invités avaient lu "Du contrat social" de Jean Jacques Rousseau:</p> <p><i>" Tout malfaiteur attaquant le droit social devient par ses forfaits rebelle et traître à la patrie, il cesse d'en être membre en violant ses lois, et même il lui fait la guerre. Alors la conservation de l'État est incompatible avec la sienne, il faut qu'un des deux périsse et quand on fait mourir le coupable, c'est moins comme Citoyen que comme ennemi"</i></p> <p>Heureusement, ceux qui sont cités dans l'émission sont loin, à l'abri. Mais eux, et les leurs restés au pays, doivent savoir que sur le</p>
--	--	--	--	---

				<p>versant biopolitique de la modernité, ils doivent savoir, qu'ils sont, pour raisonner comme Oliver RAZAC, "des corps, qui représentent une menace pour la sécurité ou la survie de la population. De ce point de vue, vital et pas juridique, il s'agit moins d'ennemis que de parasites, de microbes ou de virus, dont il s'agit de protéger la masse, en les éliminant. À l'opposé, cette masse comme troupeau est l'objet d'un gouvernement pastoral qui doit en assurer la sécurité, la productivité et le bien-être"(De la neutralisation comme mode de gouvernement).</p>
--	--	--	--	--